

<https://ricochets.cc/Gilets-jaunes-Revue-de-presse-des-24-25-26-avril.html>



Gilets jaunes - Revue de presse des 24-25-26 avril

- Les Articles -

Date de mise en ligne : jeudi 25 avril 2019

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Articles, posts, images, vidéos, témoignages... autour du soulèvement en gilets jaunes qui dure depuis le 17 novembre 2018.

Manifestations, résistances et actions

***** Premier mai : nous appelons les syndicats à la manifestation *****

Nous appelons fraternellement les représentant-e-s des syndicats à venir manifester le 1er mai, journée internationale des droits des travailleur-se-s, et à se joindre aux acteurs et actrices du mouvement social mobilisé-e-s contre la vie chère et la précarité.

Camarades, l'histoire du mouvement ouvrier et de l'émancipation collective vous appartient aussi ! Nous savons combien de vos militant-e-s font un travail remarquable au quotidien, défendant les droits de leurs collègues, impulsant les luttes locales et construisant une solidarité ô combien nécessaire sur leurs lieux de travail. Nombreux sont celles et ceux qui, depuis maintenant plusieurs mois, se mobilisent aux côtés des gilets jaunes, des k-ways noirs et de toutes les personnes engagées contre les fins de mois difficiles et pour la justice sociale. Nous partageons malheureusement aujourd'hui leur incompréhension.

En effet, rares sont les centrales syndicales qui ont clairement fait entendre leur voix. Les communiqués de soutien aux gilets jaunes ont rivalisé de timidité avec les appels nationaux à rejoindre la contestation. Alors même qu'un certain nombre de fédérations et d'unions départementales de la CGT ont appelé à la « riposte générale » ce samedi 27 avril, nous ne pouvons que constater l'absence de relai de la part de la confédération ou de l'intersyndicale. D'atermoiements en dérobades, c'est à un étrange jeu du chat et de la souris que vous semblez vous prêter ces derniers mois. Vous avez pour ainsi dire fait preuve de tant de discrétion que nous redoutons que vous ne manquiez à l'appel mercredi prochain. L'an dernier déjà, c'est à peine si vous aviez timidement formé une queue de cortège en marge de la manifestation parisienne.

Secrétaires Générales, Secrétaires Généraux, nous ne vous laisserons pas faire cavalier seul ! Nous partageons un même combat contre les attaques du gouvernement, et il n'est pas trop tard pour que vous vous joigniez le 27 avril à l'appel de vos militant-e-s, auquel pour notre part nous répondrons présent. Voyez-y une main tendue. En retour nous espérons que vous ne dérogez pas au grand rendez-vous annuel du 1er mai. Il en va de votre intérêt de converger avec nous, gilets jaunes, autonomes et syndicalistes de base, pour l'unité de la classe ouvrière et la victoire de tou-te-s les travailleur-se-s !



Premier mai, Acte ultime : Paris, capitale de l'émeute - Pour un 1er mai jaune et noir ! - « *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs* » Article 35 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen - *Aujourd'hui, ce qui fait peur à l'État, ce ne sont plus les émeutiers eux-mêmes, mais bien l'adhésion et la compréhension qu'ils suscitent parmi le reste de la population. Et ce malgré les appels, semaine après semaine, à se dissocier des « casseurs ».*

S'il y a bien un groupe qui frappe actuellement la France de toute sa violence, ce n'est pas le Black Bloc, ce ne sont pas non plus les Gilets jaunes, c'est bel et bien le gouvernement lui-même.

Nous lançons un appel à tous les révolutionnaires de France et d'ailleurs, à tous ceux qui veulent que cela change, à venir former un cortège déterminé et combatif. Car si la répression s'abat sur toutes et tous, notre riposte doit être commune et solidaire. Contre Macron et son monde, prenons la rue tous ensemble pour faire revivre la convergence des colères et des espoirs. Préparons-nous, équipons-nous, organisons-nous, pour le reverser et lui faire revivre une journée en enfer.



- Front social : [GOUVERNEMENT ET MEDEF VEULENT TOUT DÉTRUIRE... LE 27 AVRIL 2019, OPPOSONS-LEUR UNE RIPOSTE GÉNÉRALE !](#)

SAMEDI 4 MAI BARBECUE ANTI-MACRON

Un proche de Macron confie son angoisse au Parisien : « Je ne vois pas comment on sort de ça. Avec les beaux jours, les Gilets Jaunes vont revenir et installer des barbecues sur les ronds-points... »

Voilà ce qui les effraie : la marque révolutionnaire ! L'opéra Facebook géant !

Des groupes de gilets jaunes, à Caen, à Rungis, dans le Béarn, dans le Var, dans le Midi, ont déjà lancé cette action : des barbecues sur leur rond-point, le samedi 4 mai, pour fêter les deux ans de Macron à l'Élysée.

Nous soutenons cette initiative : la reconquête des ronds-points par la convivialité. Nous souhaitons apporter notre pierre pour généraliser à tout le pays. 157 groupes de Gilets Jaunes nous ont demandé à diffuser « J'veux du soleil » (et il nous reste plus de 300 mails à ouvrir).

Eh bien, durant « la semaine jaune » (rotée à St Nazaire, qui va du 1er au 4 mai) nous proposons de libérer les droits

du film (sur une version remaniée, raccourcie). Il vous suffit d'envoyer un courriel à : rondpoint@lekipresse.info et nous vous enverrons un lien.

Pour certains, la diffusion se déroulera sur le rond-point, pour d'autres dans une salle de fêtes, sur une place publique, qu'importe. À des endroits, ça se fera le samedi 4 mai au soir, ailleurs, le vendredi 3, ou le jeudi 2 mai... C'est vous qui connaissez votre terrain.

En revanche, le but poursuivi est unique, uniforme dans tout le pays : ramener du monde sur les ronds-points le samedi 4 mai. Faire sa fête à Macron avec une sauteuse au bout d'une pique.

Retrouver de la convivialité, de la proximité, du nombre, des visages, des sourires... Pour un joli mois de mai qui verra reflourir l'espoir.

Cet hiver, les Gilets Jaunes ont écrit une belle page de notre histoire.

À nous, tous ensemble, d'écrire un chapitre entier ce printemps !



Une manifestation ? Une interdiction.

C'est un fait devenu routinier et que nous dénonçons chaque semaine. Mais il ne faudrait malheureusement pas trop s'y habituer. Du côté du pouvoir, on ne cherche même plus à mesurer les risques, proportionner son déploiement de force ou éventuellement faire mine d'entendre ce que les gens ont à dire. Le préfet de l'Eure, à l'image de sa

répression de début de mouvement qui s'était abattu sur les ronds-points, réitère des directives similaires sur les manifestations. On interdit les accès et on refoule comme du bétail hors des centres-villes les milliers de personnes qui continuent d'exprimer leur désaccord avec le régime en place. Encore hier, 63% des Français se disaient insatisfaits du discours du Chef de l'Etat.



Cerveaux non disponibles :

Samedi 27 avril puis mercredi 1er mai. On va bientôt savoir si les forces sociales « traditionnelles » peuvent apporter leur pierre à l'édifice pour renverser ce système. Mais attention, ce ne sont pas aux GJ de se « caler » sur les pratiques et modalités de lutte des syndicats et autres assos. La force du mouvement, ce sont ces nouvelles formes de luttes, son horizontalité. Les syndicats doivent accepter ce changement et cette volonté, et y participer. Réponse dans quelques jours.

Lecture

[Paris Acte23 gilets jaunes DARK REPUBLIC Au coeur d'une révolution populaire](https://www.youtube.com/channel/UCyZvhM3scPMcemgiNSv4UtA) par [Cerveaux Non Disponibles-Â] <https://www.youtube.com/watch?v=SAVgCtXdXmE&feature=youtu.be>

Analyses, idées

Ugo Palheta : « [La poussée autoritaire de la France rend possible une dictature ouverte](#) » - À l'heure où la situation politique en France se dégrade à grande vitesse et de façon extrêmement préoccupante, où les droits et les libertés qui limitent l'arbitraire du capitalisme et de l'État sont détruits méthodiquement par le pouvoir, il nous a semblé indispensable d'interviewer le sociologue Ugo Palheta, auteur d'un ouvrage dense et lumineux sur le danger fasciste qui guette désormais notre pays.

Effectivement, la poussée autoritaire que connaissent les États capitalistes, notamment en France, rend possible à terme le glissement de la situation qui est encore la nôtre (mais l'est de moins en moins), à savoir une domination bourgeoise sous contrainte du droit (respect des libertés publiques notamment) et limitée par des conquêtes sociales (protection sociale, Code du travail, services publics, etc.), vers une nouvelle situation : une dictature ouverte ne se contentant plus de rogner ces conquêtes et l'État de droit mais décidée à les rayer de la carte, de même que toute

forme d'intervention populaire et tout mouvement de contestation (syndical, antiraciste, féministe, etc.).

Le fascisme ne devient possible comme régime politique que parce qu'il est d'une certaine manière déjà là, en pointillés, à travers des processus de fascisation qui imprègnent le champ politique, s'intègrent à la mécanique de l'État et affectent les subjectivités. On peut schématiquement distinguer ces trois niveaux. Sur le plan politique, l'adoption de politiques de plus en plus sécuritaires ne peut que banaliser et légitimer les positions ultra-autoritaires de l'extrême droite. Sur le plan juridique et institutionnel, l'empilement de lois antiterroristes a créé tout un arsenal de techniques de gouvernement immédiatement disponibles pour un pouvoir fasciste, qui lui permettraient d'étouffer ou d'écraser toute protestation sans sortir de la légalité "républicaine". Enfin, sur un plan psycho-politique, le durcissement autoritaire tend à modifier les frontières de ce qui va être ressenti par une partie de la population comme acceptable ou non, l'amenant bien souvent à acquiescer à ces dispositifs, en particulier lorsqu'ils ciblent des populations préalablement construites, politiquement et médiatiquement, comme "ennemis de l'intérieur" (migrants, Roms, musulmans, black bloc, etc.).

(...)

Concernant le mouvement des Gilets jaunes, il est à la fois un élément de la réponse politique - notamment parce qu'il a élevé le niveau de radicalité sur le plan de l'intensité et des cibles de la lutte (en faisant notamment intrusion dans les espaces de la bourgeoisie) - et un champ de bataille, parce qu'outre la présence de forces organisées de droite ou d'extrême droite (Debout la France, UPR, FN-RN, groupuscules, etc.), qu'il faut combattre, une série de questions fondamentales restent à clarifier, non pas théoriquement mais dans la pratique, par le mouvement et dans le mouvement. En particulier, la radicalité des formes d'action contraste fortement avec la très grande modération des revendications phares du mouvement (RIC, baisse du salaire des élus, suppression de la taxe carburant, etc.). Les choses ont déjà avancé par rapport au lancement du mouvement le 17 novembre 2018, comme on le voit avec l'appel adopté lors de l'Assemblée des assemblées tenue à Saint-Nazaire du 5 au 7 avril 2019, mais la dynamique doit encore s'approfondir.

Un autre problème, c'est que, même si ce mouvement a été largement soutenu dans la population, et l'est encore par une frange non négligeable (malgré le matraque politico-médiatique), l'essentiel de ses sympathisants sont restés spectateurs, l'arme au pied, le mouvement ne parvenant jamais à mobiliser plus de quelques centaines de milliers de personnes à l'échelle nationale. La réponse tient sans doute moins dans la simple invitation à rejoindre les Gilets jaunes que dans l'ouverture de nouveaux fronts de lutte (dans les entreprises, les universités, les quartiers populaires, etc.). Enfin, on doit remarquer que la question cruciale du racisme est un point aveugle du mouvement ; or, il sera bien difficile de bâtir une alliance politique durable des classes populaires, ce que j'appelle dans le livre un « bloc subalterne », si les mouvements sociaux esquivent la situation de ces millions de personnes qui font aussi la France populaire d'aujourd'hui et qui, outre l'exploitation patronale, subissent les discriminations systémiques, la ségrégation urbaine, le harcèlement policier ou la stigmatisation permanente.

Lecture

[LA POSSIBILITÉ DU FASCISME - UGO PALHETA](#) par [Le

Média-Â» https://www.youtube.com/channel/UCT67YOMntJxfRnO_9bXDpww

<https://youtu.be/QaHHjK8RQqM>

- **[*** RÉVEILLEZ-VOUS ! ***](#)**
- ["Le gouvernement ne reconnaît pas qu'il est dans un affrontement politique et n'admet qu'une répression de criminels, de délinquants ou de terroristes"](#)
- [Pire que la police ?! : ceux qui la commandent !](#) - *Les flics obéissent aux ordres de l'état, des oligarchies politiciennes et des lobbies*
- [« L'être humain ne devrait pas être l'alpha et l'oméga de la réflexion sur l'avenir de la planète »](#) - ***Quel est le rôle des naturalistes dans la défense de la biodiversité ? Faut-il connaître la nature pour la protéger ? Quelles contraintes pèsent sur les ONG environnementalistes ? Pierre Rigaux, dans cet entretien, explique pourquoi il a quitté la Ligue de protection des oiseaux pour s'engager publiquement, notamment contre la chasse et les tirs de loups. - Sur des sujets aussi clivants, on s'en prend plein la tronche : des chasseurs qui menacent, des gens au ministère qui sont censés être des alliés mais qu'on en vient à considérer comme des adversaires, etc.***

- [Droit d'information menacé : Soutien à Gaspard Glanz : comment expliquer la \(quasi\) unanimité de la presse ?](#) - « La police déteste Gaspard Glanz » écrivait Romain Haillard lundi dans Politis. Mais cette haine ne date pas d'hier : le fondateur de Taranis News n'en est pas à sa première garde-à-vue ni abus d'autorité judiciaire. La vraie nouveauté, c'est la commotion quasi généralisée du corps des journalistes autour du cas de Gaspard Glanz, jusqu'ici marginalisé par ses confrères. Réelle solidarité ou crainte légitime de voir son traitement généralisé à l'ensemble des membres de la profession sous une Macronie aux accents toujours plus autoritaires ?

[Â« AFFAIRE LOISEAU Â» : SYMPTÔME D'UN PARTI QUI GOUVERNE À L'EXTRÊME DROITE](#)

C'est l'affaire du moment. La fameuse candidate aux élections Européennes présentée partout comme un "barrage à l'extrême droite", était en fait une amie des fascistes. Cocasse.

Mais cette affaire n'est finalement qu'un détail, ou plutôt un symptôme, dans une ambiance plus générale.

Récapitulons, en deux ans de gouvernement Macron :

- ▶ Des manifestants mutilés
- ▶ Des milliers d'opposants arrêtés
- ▶ Des journalistes fichés et enfermés
- ▶ Surveillance généralisée
- ▶ L'antiterrorisme pour faire taire les contestations
- ▶ Des blindés et des militaires face aux manifestations
- ▶ Les réfugiés traqués par la police
- ▶ Un gouvernement qui laisse des milliers de personnes se noyer en Méditerranée
- ▶ Le ministre de l'intérieur félicité par un groupuscule identitaire
- ▶ Des lycéens éborgnés
- ▶ Un barbouze violent à l'Elysée
- ▶ La police dans les écoles
- ▶ L'augmentation exponentielle des frais d'inscription pour les étudiants étrangers
- ▶ Toujours plus d'argent pour la répression, toujours moins pour l'éducation

Macron n'a été élu QUE pour faire barrage à l'extrême droite. Depuis son élection, il en applique méthodiquement les idées.

Ne l'oublions jamais.

Nous sommes en 2019 après Jésus-Christ.

Toute l'Europe est occupée par les capitalistes... Toute ? Non ! Un village peuplé d'irréductibles Espagnols résiste encore et toujours à l'envahisseur... Des maisons autoconstruites à 15 euros par mois, un salaire unique pour tous les membres de la coopérative, des assemblées générales pour décider de la politique communale : Marinaleda, ce petit village andalou de 2 770 habitants, parvient depuis 35 ans à maintenir un système politique, social et économique qui place l'intérêt de ses citoyens au coeur des décisions.

Ici, il n'y a pas de policiers. Pas de voleurs. Il y a moins de chômage qu'ailleurs, et on partage le travail. Ici, ce sont les habitants qui commandent.

[Voyage dans un village où les habitants ont osé l'impensable, là où les rêves deviennent réalité...](#)

La propagande, c'est un outil puissant, mais non coercitif (!) qui tend à imposer des idées, non pas par la force, ni par une justice inféodée, mais par les décibels, le squat du Verbe, le martellement médiatique. Certaines vérités sont cachées, et certains mensonges sont promus vrais. Et "ça marche".

En France, et cela depuis des années, la propagande travaille patiemment à forger l'opinion dans le sens souhaité par des maîtres, connus ou cachés. Et "ça marche".

Une opinion téléguidée a le mérite d'assurer une certaine paix sociale ; mais le mot paix est en fait inadéquat ! elle permet d'intensifier la guerre sociale en limitant la réactivité populaire, elle permet, ou permettait ... entre autres d'instituer sans heurt une sorte d'esclavage moderne, articulé autour de la ruse, autour de la dictature législative, avec en guise de guimauve et de fouet la carotte du salaire vital et la peur du chômage. Mais elle permet aussi de faire accepter par le peuple de France les guerres coloniales modernes, guerres militaires par procuration, ou

guerres économiques. Elle permet de présenter l'injustice comme vitale et nécessaire. Elle permet de présenter la victime comme volontaire, ou paresseuse. Elle permet de diviser les astreints et de les faire se regarder les uns les autres en frères ennemis. Elle permet de faire en sorte que le corps social ne soit pas un corps mais un agrégat de castes. Et "ça marche".

La propagande est en quelque sorte douce, qui vise à produire le volontariat dans l'asservissement, l'adhésion du manipulé à la volonté du manipulateur. Et "ça marche".

Peut ainsi vivre heureux celui qui se croit libre, quand à son insu il est complice du pire, ignorant qu'il est des crimes dont il est pourtant acteur majeur.

MAIS

Mais voici que ça ne marche plus.

Les gens s'éveillent, apprennent à douter du mensonge susurré permanent lancinant.

Ils sont aidés en cela par quelques citoyens étrangement sortis du rang, une nuée de lanceurs de petites alertes, petits ruisseaux font ensuite tsunamis de conscience.

Ils sont aussi aidés en cela par quelques journalistes de terrain, professionnels mais non embrigadés par le mainstream.

Alors, constatant que la douce propagande ne suffit plus à faire des citoyens un troupeau docile, les pouvoirs instituent le crime de pensée libre, le délit d'opinion, la manifestation de rue est harcelée, éborgnée, la garde à vue du journaliste devient possible et légale ; être là où des choses se passent, qui déplaisent aux ministres, cela devient condamnable. Le crime de présence est né.

Et voici qu'un journaliste peut être interdit d'exercer sa vocation là où pourtant elle est normale, juste, et nécessaire. Il n'y a guère long temps, en gros cinq ans quand même je nous disais en dictature, c'est à dire dans un régime où le petit nombre émet des diktats auxquels le grand nombre ne peut se soustraire. Cela m'était parfois reproché. Je suis désespérée d'avoir eu raison B car les choses empirent : nous glissons de la dictature législative en direction de la dictature judiciaire et armée. Ou bien nous y sommes.

1984, ce n'est plus de la science fiction.

This shit must end.

Ana Sailland (post FB)



Ecocide, destructions écologiques et climatiques catastrophiques provoquées par le capitalisme, le productivisme et les civilisations industrielles



- [Il y a tellement de CO2 dans l'atmosphère que la plantation d'arbres ne peut plus nous sauver](#) - Il y a tellement de CO2 dans l'atmosphère que la plantation d'arbres ne peut plus nous sauver - Il n'y a pas assez d'espace sur Terre pour planter la quantité d'arbres nécessaire pour empêcher le climat de se réchauffer de 3,6 degrés Fahrenheit.
- [Face au réchauffement climatique, l'industrie du ski en « tout schuss » vers le précipice](#) - Chaque saison de sport d'hiver qui s'achève le confirme : la montagne est aux avant-postes du changement climatique, et l'une de ses premières victimes. Les pouvoirs publics sont-ils en train de prendre la mesure du bouleversement qui vient ? Tout indique le contraire : le développement de l'industrie du ski, à coup de millions d'euros et de grands projets délirants, reste le modèle économique privilégié, avec ses investissements dans la neige et les pistes artificielles, les stations, les aéroports. L'exploitation intensive de l' « or blanc » n'a même jamais été aussi loin dans sa colonisation des montagnes, notamment dans les Alpes. Enquête.
- [Les philanthropes aiment-ils la planète ?](#) - Capitalisme, changement climatique et philanthropie - Selon Edouard Morena, ces fondations contribuent en fait à maintenir l'ordre économique qui aggrave la crise climatique.
- [Jusqu'à 1 million d'espèces pourraient être menacées d'extinction dans Â« les prochaines décennies Â», selon l'ONU](#) - ENVIRONNEMENT - Entre 500 000 et 1 million d'espèces pourraient être menacées d'extinction et une grande partie "dans les prochaines décennies", selon un rapport de l'ONU. Ces projections correspondent aux mises en garde de nombreux scientifiques qui estiment que la Terre est au début de la sixième "extinction de masse".
- [Pyrénées : dans la pluie et la neige, du plastique tombe du ciel](#) - Des chercheurs ont mis en évidence de grosses quantités de microplastiques dans les Pyrénées ariégeoises. Dans une zone Natura 2000, à 120 km de Toulouse, et à 1 425 m d'altitude.
- [Vinci reconnaît avoir déversé des eaux polluées dans la Seine à Nanterre](#)
- [Au Havre, la bétonisation de l'estuaire détruit la biodiversité](#) - À Port 2000, la construction effrénée d'entrepôts pour recueillir les marchandises de millions de conteneurs en provenance d'Asie inquiète les défenseurs de l'environnement. Les milieux naturels irremplaçables de l'estuaire sont détruits malgré les efforts faits pour limiter le désastre.
- [Sécheresse et chaleur : les incendies repartent en Scandinavie](#) - Les conditions météo et les fréquents départs de feu font craindre un nouvel été dévastateur.
- [Tensions et menaces autour de la gestion de la réserve de Scandola](#)
- [La banquise Arctique bat ses records de fonte](#) - L'état de la banquise Arctique ne cesse de se dégrader au fil des années et le mois d'avril 2019 ne déroge pas à la règle. Il s'annonce même historique, explique Guillaume Séchet, de Météo France.

Lecture

[Dernier débat avant la fin du monde](#) par [Cerveaux Non

Disponibles-Â»<https://www.youtube.com/channel/UCyZvhM3scPMcemgiNSv4UtA>

<https://www.youtube.com/watch?v=z3mhM3OImZs>

Répression policière et terrorisme d'Etat

LE GOUVERNEMENT EN GUERRE CONTRE SON PEUPLE - Armes de guerre, chiens démuselés et « parachutistes » à moto -

Dans le Canard Enchaîné de cette semaine, deux articles confirment une nouvelle fois que nous vivons bien une période de guerre.

Une guerre sociale, menée par un gouvernement en roue libre, contre sa propre population.

▶ Le journal confirme que la police utilise bien des armes de guerre contre les manifestants. Les Lanceurs de Balles de Défense, et les nouveaux fusils « multi-coups » qui ont mutilé des centaines de personnes sont, à l'origine, des lanceurs de grenades utilisés en temps de conflit armé par des militaires. Même la réglementation internationale officielle en matière d'armement refuse de classer de l'arsenal du maintien de l'ordre français comme des « armes civiles ». Il s'agit bien d'armes de guerre, le ministère de l'Intérieur lui-même le reconnaît dans ses appels d'offre.

▶ Le nouveau préfet de Paris, Lallement, est un sanguinaire. Le Canard révèle qu'il a déployé des brigades cynophiles pour attaquer les Gilets Jaunes, et a donné l'ordre de « démuseler » les chiens d'attaque. On se croirait dans une dictature latino-américaine ou une zone occupée. Ensuite, il a déployé 170 motos pour aller charger les cortèges. Le retour des « voltigeurs » (des policiers à moto ultra-violents) de l'époque de Pasqua, mais en beaucoup plus dangereux, puisqu'ils sont aujourd'hui équipés de grenades explosives et de lanceurs de balles en plus des matraques. Ces motards de combats sont surnommés affectueusement par le préfet « mes parachutistes ». Une référence ouvertement coloniale. Chez les plus hauts fonctionnaires de l'État français, il s'agit donc bien d'une guerre. Et les Gilets Jaunes sont des ennemis à anéantir avec des moyens militarisés.

On se demande jusqu'à quand la gauche, les syndicats, les associations et ce qui reste de partis qui se considèrent comme « démocrates » vont assister sans réagir (ou presque) à l'installation d'un régime pré-fasciste en direct, sous leurs yeux.

Quand la police tirera à balles réelles ?



- [Tarn-et-Garonne : le Gilet jaune qui a collé le slogan « Flic suicidé à moitié pardonné » sur sa camionnette sera présenté au juge en juillet](#) - « les autres nous mutilent »
- [Un président de tribunal à un gilet jaune : « On ne peut pas dénoncer une société de la surveillance, et demander à voir les vidéos »](#) - *Mardi, le tribunal de grande instance de Paris jugeait en comparution immédiate quelques manifestants interpellés samedi, lors de l'acte XXIII du mouvement des gilets jaunes. Choses vues.*
- [Le préfet de Paris aurait demandé de démuseler les chiens d'attaque pour l'acte 24](#) - *Il a été ordonné par le préfet de Paris, Didier Lallement, de démuseler les chiens d'attaque lors des manifestations des Gilets jaunes prévues le samedi 27 avril, selon le Canard enchaîné. L'hebdomadaire ajoute également qu'il a été demandé d'augmenter le nombre de policiers à moto.*
- [« Le Canard enchaîné » publie un extrait du fichier qui répertorie les « gilets jaunes » blessés à Paris](#) - *Le document vient contredire les précédentes affirmations des autorités sanitaires.*



Flic suicidé à moitié pardonné

- [Halte aux casseurs du journalisme !](#) - Un communiqué d'Acrimed à la suite de l'acte XXIII des gilets jaunes.
- [La liberté de la presse est-elle en danger sous Emmanuel Macron ?](#)

ARMES FRANÇAISES AU YEMEN: TROIS JOURNALISTES
CONVOQUÉS PAR LA DGTI DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE POUR
«COMPROMISSION DU SECRET DE LA DÉFENSE NATIONALE»



#JOURNALISTEËNMACRONIE

- [Les photojournalistes sont victimes, eux aussi, des violences policières](#)
- [Affaire Gaspard Glanz : soutien de plusieurs sociétés de journalistes et rédacteurs](#)
- [Entraves à la liberté d'informer : après le secret des affaires, le secret de la répression ?](#) - La justice française vient d'interdire de fait à un journaliste indépendant d'exercer son métier : couvrir mouvements sociaux et manifestations de rue. Une nouvelle entrave, qui s'ajoute à la quarantaine de journalistes et photographes blessés par les forces de l'ordre dans le cadre du mouvement des gilets jaunes. Et une nouvelle inquiétude dans un climat qui, entre violences de rue et secret des affaires, commence à devenir pesant pour le droit à une information pluraliste.
- [Mélanie, gilet jaune amiénoise frappée violemment dans la nuque par un policier samedi à Paris](#)
- [Près de 70% des policiers d'une compagnie de CRS en arrêt de travail : « Certains sont proches du burn-out](#)

»



Magouilles, violences et arnaques du régime et de son monde

- ▶ Vous avez loupé le discours de Macron ? Vous vous demandez ce qu'il a pu dire ?
On vous fait gagner du temps. **Résumé en deux phrases prononcées par le président ce soir :**
- ▶ « Je me suis posé la question : est-ce qu'on a fait fausse route ? Je crois tout le contraire. »
- ▶ « Je crois que (les) fondamentaux des deux premières années doivent être préservés, poursuivis et intensifiés »

Voilà.

5 mois de conflit social inédit.

Une colère immense.

Un rejet général.

Des milliers de blessés.

Et il compte « intensifier » sa politique.

A bientôt dans la rue !



- [Contre un futur « marché de l'autisme », livré par l'État au secteur privé](#) - La secrétaire d'État aux personnes

handicapées Sophie Cluzel a déclaré à la radio que les enfants autistes ne devaient plus être pris en charge par des psychiatres. Une déclaration inquiétante pour le « Printemps de la psychiatrie », un collectif né des mouvements récents alliant soignants, patients et familles, qui veulent repenser le travail soignant et la prise en charge des patients. Dans cette tribune, le collectif dénonce les orientations actuelles : « Ne plus financer les services publics et préférer verser des allocations aux personnes pour qu'elles financent des cabinets privés de diagnostic, de formation, d'aide à la personne. ».

- [Suppression d'un jour férié, fin des 35 heures ou report de l'âge de départ en retraite, c'est ce que devrait proposer le Président ce jeudi. Des mesures impopulaires qui divisent aussi la majorité.](#)
- [Â« Gilets jaunes Â» : la France rejette les accusations de l'ONU sur Â« l'usage excessif de la force Â» contre les manifestants](#) - En mars, l'ONU avait demandé à la France "une enquête approfondie" sur les nombreuses accusations de violences policières lors des manifestations. "Le Monde" s'est procuré la réponse de Paris.
- [Violente agression contre un militant accueillant des demandeurs d'asile](#)
- [Kering : la rémunération de Pinault passe de 2,7 à 21,8 millions d'euros pour 2018](#) - Le groupe de luxe Kering - qui détient notamment les marques Gucci, Yves Saint Laurent et Bottega Veneta - a enregistré une forte croissance l'an dernier, ses ventes bondissant de 26 % à 13,66 milliards, tandis que son bénéfice net a totalisé 2,8 milliards d'euros.
- [Une carte des suicides au travail pour rendre visible le mal-être et la souffrance au travail](#) - Le 6 mai prochain s'ouvrira à Paris le procès de Didier Lombard, ancien PDG de France Télécom/Orange et de deux autres hauts dirigeants de l'entreprise, accusés de « harcèlement moral ». Pour leur enquête, les juges d'instruction se sont notamment appuyés sur le travail de l'Observatoire du stress et des mobilités forcées créé par les syndicats Sud et CFE-CGC en 2007, alors que le nombre de suicides se multipliait au sein de l'entreprise. L'Union syndicale Solidaires tente de rendre visible les conséquences les plus dramatiques de la souffrance au travail avec une carte des suicides. Nous relayons leur appel à collaborer à cette initiative.

COMMUNIQUE COMMUN DES REDACTIONS

Des journalistes convoqués pour compromission du secret de la défense nationale

Mardi 24 avril 2019

Nous avons pris connaissance qu'une enquête préliminaire pour "compromission du secret de la défense nationale" a été ouverte par le parquet de Paris. Suite à la publication, lundi 15 avril, de documents "confidentiel défense" relatifs à des armes françaises utilisées par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis dans la guerre au Yémen, des journalistes sont convoqués par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI).

Aujourd'hui, alors que le pouvoir exécutif n'a toujours pas réagi aux informations dévoilées par Disclose, en partenariat avec Arte info, la cellule investigation de Radio France, Kombini news, Mediapart et The Intercept, deux journalistes de Disclose et un journaliste de Radio France sont être entendus par la police. L'infraction dont sont soupçonnés Geoffrey Livolsi, Mathias Destal et Benoît Collombat est "un délit puni d'une peine d'emprisonnement", précise les convocations reçues mardi 23 et mercredi 24 avril.

Les documents confidentiels révélés par Disclose et ses partenaires présentent un intérêt public majeur. Celui de porter à la connaissance des citoyens et de leurs représentants ce que le gouvernement a voulu dissimuler. A savoir des informations indispensables à la conduite d'un débat équilibré sur les contrats d'armement qui lient la France à des pays accusés de crimes de guerre.

Cette procédure contre des journalistes n'a d'autre objectif que de connaître leurs sources. En effet, cette convocation de la DGSI donne toute latitude éventuelle pour rechercher l'auteur principal du délit dont nous serions le receleur : les personnes ayant permis la divulgation d'informations d'intérêt public.

Soyons clairs, cette enquête de police est une atteinte à la liberté de la presse, qui suppose le secret des sources d'information des journalistes. Une atteinte d'autant plus grave que le pouvoir exécutif profite du "secret défense" pour éluder abusivement la notion de sauvegarde des intérêts de la nation à la question de transactions commerciales avec des pays en guerre.

Malgré l'importance des informations révélées, des journalistes sont considérés comme généralement responsables d'avoir fait leur métier : informer le public sur un sujet relevant de l'intérêt général. A la question : "les Français ont-ils le droit d'être informés sur l'usage qui est fait des armes vendues à des pays accusés de crimes de guerre ?", le gouvernement a donc choisi de répondre par la menace.



[Trois journalistes convoqués par la DGSI pour avoir détaillé l'usage d'armes françaises au Yémen](#) - Le média « Disclose » a dévoilé un rapport secret-défense détaillant l'emploi d'armes vendues par la France et utilisées dans ce pays en guerre depuis 2015.

MACRON ENVISAGE LA SUPPRESSION D'UN JOUR FÉRIÉ
QUI RAPPORTERAIT PRÈS DE 3 MILLIARDS D'EUROS PAR AN.

ET COMME LE MANQUE
À GAGNER DE L'I.S.F.
EST DE 3 MILLIARDS
AUSSI...

...CE SONT LES PROLOS
QUI VONT BOSSER UN JOUR
DE PLUS POUR NOTRE PETIT
CADEAU AUX RICHES !

HU HU
HU !!!

HI HI
HI !!!

